

Quand la Suisse soutenait les génocidaires du Rwanda



© DR et DIP-Genève

Jacques Pilet, publié le 10 juillet 2026 sur le site [Antithèse & Bon pour la tête](#)

Le récent livre de Anne Emery-Torracinta éclaire un sombre chapitre de la coopération suisse. Et ses causes aussi, comme l'aveuglement de la Direction du développement et de la coopération (DDC) qui, aujourd'hui encore, fonctionne comme un Etat dans l'Etat, enfermée dans sa logique, sans guère considérer les enjeux politiques. Question actuelle: le conseil fédéral a annoncé fin juin sa volonté de revoir de fond en comble les voies et les méthodes de l'aide à l'étranger.

Rappel des faits historiques. Dès les années 1960, le Rwanda devint l'enfant chéri de la Suisse. Petit pays montagneux, catholique, anticomuniste. «On croit voir, dans les Hutu qui ont renversé la monarchie aux mains de quelques familles tutsi, la réplique des luttes des Suisses contre les Habsbourg», écrit l'historienne et ex-conseillère d'Etat genevoise Anne Emery-Torracinta. Il se trouve, de surcroît, que l'influent archevêque du Rwanda est alors un Valaisan, André Perraudin, proche du président Grégoire Kayibanda et soutien constant du régime, y compris après le génocide des Tutsi.

Dès 1963, l'aide de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) a déferlé par millions sur son poisson-pilote. Notamment sous une forme qui paraît ahurissante aujourd'hui: pendant trois décennies, Berne a confortablement rétribué des «conseillers du président», de nationalité suisse. Le plus fameux d'entre eux, l'économiste Charles Jeanneret, resté accroché une douzaine d'années à ce poste, allait jusqu'à rédiger les discours du chef de l'Etat, et même à le représenter auprès d'autorités étrangères.

Comment la Suisse a détourné le regard

Quand, dans les années 1970, les Tutsi furent discriminés, chassés de leurs emplois, arrêtés et parfois supprimés, la coopération suisse détourna le regard. Alors que ses propres projets étaient directement affectés par cette répression. Par exemple, au sein de la puissante coopérative agricole et commerciale Trafipro, généreusement dotée par Berne. Peu à peu, sur place, des voix suisses protestèrent, peu entendues, des coopérants choisirent de quitter leurs fonctions dans ces conditions intolérables. Sans effet à la tête de la DDC, qui ne condamna jamais ces agissements. Les conseillers fédéraux, tenus à l'écart et, de toute façon, nullement intéressés par ce qui se passait «là-bas en Afrique», ne bronchèrent pas.

Les autres pays européens, France en tête, maintinrent aussi leur soutien au régime. A coups de millions. Sans un mot sur l'apartheid qui s'était installé. Cela jusqu'aux tueries de masse de juillet 1994. Commencées quelques semaines plus tôt, après que l'avion du président eut été abattu. Même la presse internationale tarda à répercuter l'horreur. Il se trouva cependant un journaliste, témoin, dans les villes et les villages, du génocide organisé, pour lancer vraiment l'alarme: Jean-Philippe Ceppi, l'envoyé spécial de feu *Le Nouveau Quotidien*. On ne mesura que plus tard l'ampleur du crime: entre 800 000 personnes tuées (selon l'ONU) et 1 070 000 (selon le gouvernement).

Inutile de dire que les relations entre la Suisse et le Rwanda tournèrent à l'aigre avec l'arrivée au pouvoir du Front patriotique rwandais (FPR), organisation politico-militaire dominée par des Tutsi exilés — mais qui comptait aussi des Hutu modérés dans ses rangs. Dès le début du génocide, en avril 1994, coopérants et diplomates suisses reçurent l'ordre de quitter le pays. Seul le CICR resta et poursuivit sa mission. Pour qu'une nouvelle représentation diplomatique suisse soit inaugurée à Kigali, il aura fallu attendre jusqu'en novembre 2025.

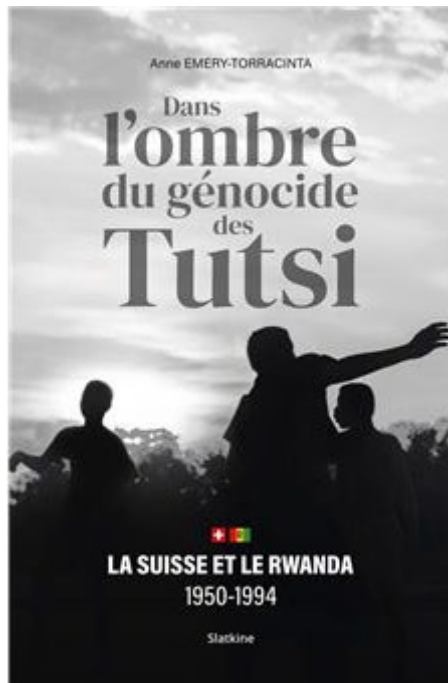
Une refonte largement justifiée

Le travail approfondi de Anne Emery-Torracinta n'a pas été aisé. Les archives fédérales lui ont été ouvertes avec moult précautions et l'accès à certains documents lui a été refusé. Il est vrai que ces révélations sont dérangeantes. Au-delà de cette tragédie se pose la question de notre regard devant d'autres horreurs d'aujourd'hui, qualifiées ou pas de génocides.

Question aussi sur le fonctionnement de l'aide humanitaire, de ses implications politiques et économiques. Le Département fédéral des affaires étrangères a raison de l'empoigner. On peut regretter sa suppression de l'aide en Amérique latine, on peut critiquer son souhait de couper quelque 20 millions dans le budget annuel de l'aide extérieure qui atteint, tous canaux confondus, 2,4 milliards de francs. Mais la refonte se justifie. Le périmètre de la DDC sera réduit aux pays les plus pauvres, surtout en Afrique. C'est le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie) qui prendra en charge les projets dans les Etats plus développés, dans les Balkans notamment. En clair, il s'agira de mieux mesurer l'impact économique réel des aides et le signal politique qu'elles donnent. Mieux tenir compte aussi des bouleversements du monde, avec les champs de ruines que laissent les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine. Pourquoi l'humanitaire est politique? Parce que la souffrance des peuples est rarement due à la météo ou à la fatalité, elle résulte plutôt de l'exploitation et de la

répression qu'ils subissent. D'où la nécessité de nommer les responsables et d'en tirer les conséquences.

Si ces réformes sont mises en œuvre, il s'agira de rester vigilant. Les nouveaux ciblage de l'aide humanitaire et de l'aide au développement pourraient cacher des options diplomatiques discutables. Les errances resteront possibles avec des fixations sur les thèmes à la mode, sur les leçons de démocratie données au monde entier. Une approche désormais réaliste, terre-à-terre, d'accord, mais gare à ne pas perdre de vue l'idéal de départ: secourir les plus défavorisés, les aider à sortir de la détresse et du marasme. Et, surtout, exigeons la transparence et le débat.



Dans l'ombre du génocide des Tutsi – la Suisse et le Rwanda 1950-1994, Anne Emery-Torracinta, Editions Slatkine, 540 pages.